

AGEDEN

14, avenue Benoît Frachon
38400 Saint-Martin-d'Hères

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2019

AGEDEN

14 Avenue Benoît Frachon

38400 SAINT-MARTIN-D'HERES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs les adhérents,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association AGEDEN** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2019**, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Principes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner la régularité des principes comptables décrits dans les notes « règles et méthodes comptables » de l'annexe et la présentation qui en a été faite.

Opérations relatives aux subventions octroyées :

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations de trésorerie, et les opérations relatives aux subventions octroyées et reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association, grâce, à l'examen des procédures mises en place par votre association pour appréhender ces opérations et par l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs.

Nous avons également vérifié l'antériorité des subventions en attente d'encaissement. Dans le cadre de notre mission, nous nous sommes assurés de la réalité de ces subventions, et du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs.

Nous nous sommes également assurés que les subventions pluriannuelles sont comptabilisées en totalité au moment de leur octroi et sont réparties dans le temps conformément aux conditions des financeurs. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'emploi des subventions reçues et affectées à des projets définis.

Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, qu'elle n'était pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2019 de l'association, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Grenoble, le 6 juillet 2020

Pour la SAS AZ CONSULTANTS
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line and a small vertical stroke at the end.

Mounir AROUI



BILAN ACTIF

		Exercice N, clos le :		31/12/2019	31/12/2018
		Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	15 950	12 885	3 066	4 192
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	49 443	41 212	8 231	11 380
	Autres immobilisations corporelles	214 017	134 133	79 884	69 664
	Immobilisations grevées de droit				
	Immobilisations en-cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES(2)				
	Participations	600		600	600
	Créances rattachées à des participations	47 005		47 005	47 005
	T.I.A.P				
	Autres titres immobilisés	1 729		1 729	1 729
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 256		5 256	5 256
Total (I)		334 000	188 229	145 770	139 825
ACTIF CIRCULANT	STOCKS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés	2 630		2 630	1 122
	CRÉANCES (3)				
	Usagers et comptes rattachés	17 285		17 285	61 085
	Comptes affiliés				
	Autres créances	1 084 872		1 084 872	757 238
	DIVERS				
	V.M.P	84 665		84 665	84 659
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	276 922		276 922	419 641
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)	1 012		1 012	1 527
	Total (II)	1 467 386		1 467 386	1 325 272
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement d'obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 801 385	188 229	1 613 156	1 465 098
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an	
Engagements reçus		Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre			



BILAN PASSIF

		31/12/2019	31/12/2018
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	FONDS PROPRES		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	100 511	100 511
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	620 050	598 554
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	33 753	21 496
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Subventions d'investissement sur biens renouvelables par l'organisme		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétaires (commodat)		
	Total (I)	754 314	720 561
FONDS DEDIES	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur autres ressources		
	Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	27 203	25 799
	Provisions pour charges	21 205	19 992
	Total (III)	48 408	45 791
DETTES (1)	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	31 869	30 000
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 312	71 625
	Dettes fiscales et sociales	208 072	190 254
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		6 554
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (1)	541 180	400 313
Total (IV)		810 434	698 746
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL (I à V)		1 613 156	1 465 098
Engagements donnés			
Renvois	(1) Dont à plus d'un an	18 789	20 021
	Dont à moins d'un an	791 645	678 725
	(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques		



COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2019	31/12/2018
Nombre de mois de la période				12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises				
	Production vendue	biens			
		services			
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (4)	94 803		94 803	68 852
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			1 289 159	1 181 349
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 565	7 941
	Cotisations			6 290	8 450
CHARGES D'EXPLOITATION	Dons				
	Legs et donations				
	Autres produits			203	2
	Total des produits d'exploitation (1) (I)			1 392 021	1 266 594
	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes (3)			187 904	222 186
	Impôts, taxes et versements assimilés			59 602	56 443
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	Salaires et traitements			771 524	664 357
	Charges sociales			293 217	289 159
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			22 047	18 628
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			4 182	2 345
	Autres charges			17	
	Total des charges d'exploitation (2) (II)			1 338 492	1 253 118
	Excédent attribué ou déficit transféré (III)				
	Déficit supporté ou excédent transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			1 641	1 642
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES	Total des produits financiers (V)			1 641	1 642
	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées			59	5
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			59	5
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				1 582	1 637
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				55 112	15 113



COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 615	3 420
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (VII)	2 615	7 420
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 671	1 037
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	303	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	23 973	1 037
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		-21 358	6 383
(IX)	Impôts sur les bénéfices		
(X)	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
(XI)	Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)		1 396 278	1 275 656
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)		1 362 524	1 254 160
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges) (15)		33 753	21 496

Renvois	(1)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(2)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont crédit bail mobilier		
		Dont crédit bail immobilier		

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits	Bénévolats			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	Total			
Charges	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel Bénévole			
	Total			



Annexe



Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes ont été établis en conformité avec le plan comptable général des associations du CRC n°99-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

Amortissements et immobilisations :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens :

- logiciels	100 %
- agencements, aménagements installations	10 % - 20%
- matériel et outillage, matériel de transport	20 % - 25%
- matériel de bureau, matériel informatique	25 % - 33%
- mobilier de bureau	16,67 %

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthode d'évaluation :

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu sur l'exercice.

Changement de présentation :

Aucun changement de présentation n'est intervenu sur l'exercice.

Immobilisations**Mouvements des immobilisations brutes**

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	15 950			15 950
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	15 950			15 950
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	48 602	841		49 443
- Autres immobilisations corporelles	203 156	27 454	16 593	214 017
- Immobilisations grevées de droit				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	251 758	28 295	16 593	263 460
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations	600			600
- Créances rattachées à des participations	47 005			47 005
- T.I.A.P				
- Autres titres immobilisés	1 729			1 729
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	5 256			5 256
Total	54 590			54 590
Total général	322 298	28 295	16 593	334 000



Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	11 758	1 127		12 885
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	11 758	1 127		12 885
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	37 223	3 989		41 212
- Autres immobilisations corporelles	133 492	17 234	16 593	134 133
- Immobilisations grevées de droit				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	170 715	21 223	16 593	175 345
Total général	182 473	22 350	16 593	188 230

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 15 950	+ 11 758	+ 4 192
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotation de l'exercice		+ 1 127	- 1 127
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 15 950	= 12 885	= 3 065

Mouvements des immobilisations corporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 251 758	+ 170 715	+ 81 044
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 28 295		+ 28 295
Dotation de l'exercice		+ 21 223	- 21 223
Cessions ou mises hors service	- 16 593	- 16 593	-
Valeur en fin d'exercice	= 263 460	= 175 345	= 88 116

**Mouvements des immobilisations financières**

Désignation	Montant
Valeur au début de l'exercice	+ 54 590
Acquisitions	+
Cessions, mises hors service, ou diminutions	-
Valeur en fin d'exercice	= 54 590

Echéances des immobilisations financières

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	54 590
. à moins d'un an	
. à plus d'un an	54 590

Comptes de régularisation actif**Détail des charges constatées d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
CHARGES CONST D'AVANCE	01/01/2020		1 012		
Total			1 012		

Fonds dédiés**Dettes****Mouvements des emprunts de l'exercice**

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	30 000	12 361	10 491	31 870
Emprunts divers				
Total	30 000	12 361	10 491	31 870

Echéances des emprunts

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etablissements de crédit	31 869	13 080	18 789	
Emprunts et dettes financières divers				
Total	31 869	13 080	18 789	

**Comptes de régularisation passif****Détail des produits constatés d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
SUB CONST D'AVANCE	01/01/2020		541 180		
Total			541 180		

Autres informations**Evènements survenus postérieurement à la date d'arrêté des comptes :**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2020. L'association, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2019 de l'association, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Détail des charges à payer

Désignation	Montant
FFNP 2019	16 553
CAP CONGE PAYES + RECUP 2019	61 950
CAP PRIME PA 2019	21 934
CAP INTERESSEMET 2019	22 502
CAP CHARGES/RECUP+CP 2019	30 435
OPCO TE contributions solde 2019	2 210
CAP TAXE/SALAIRES/ RECUP +CP 2019	3 717
Total	159 301

Détail des produits à recevoir

Désignation	Montant
PRODUITS A RECEVOIR	36 329
Total	36 329



Echéance des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations	600		600
Créances rattachées à des participations	47 005		47 005
T.I.A.P			
Autres titres immobilisés	1 729		1 729
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 256		5 256
Usagers et comptes rattachés	17 285	17 285	
Comptes affiliés			
Autres créances	1 084 872	1 084 872	
Totaux	1 156 747	1 102 157	54 590

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits	31 869	13 080	18 789	
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 312	29 312		
Dettes fiscales et sociales	208 072	208 072		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	541 180	541 180		
Total	810 433	791 644	18 789	

Provisions et dépréciations

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges		45 791	4 182	1 565	48 408
Dépréciation	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en cours				
	Sur usagers et comptes rattachés				
	Sur comptes financiers				
	Autres dépréciations				

AGEDEN

14 Avenue Benoît Frachon

38400 SAINT-MARTIN-D'HERES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2019**

Mesdames, Messieurs les adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Grenoble, le 6 juillet 2020

Pour la SAS AZ CONSULTANTS
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and a small vertical stroke.

Mounir AROUI